



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral complémentaire portant modification des conditions d'exploitation
applicables à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES située rue Franz Joseph Strauss
à BLAGNAC**

N°118

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre Ier du livre V ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 3110 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 modifié autorisant la société ELYO MIDI OCÉAN à exploiter diverses installations situées rue Franz Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant délivré le 4 mars 2003 à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 14 mai 2007 imposant à la société CONSTELLATON UTILITÉS SERVICES – ZAC Aéroconstellation à BLAGNAC, la réalisation d'une étude de réduction des émissions des composés azotés dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère (P.P.A.) de l'agglomération toulousaine ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 juillet 2008 relatif à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES Centre technique – rue Franz-Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 février 2022 modifiant les conditions d'exploitation d'une grande installation de combustion située rue Franz-Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023 modifiant les conditions d'exploitation de chaudières biomasse situées rue Franz-Joseph Strauss à BLAGNAC ;

Vu la lettre préfectorale en date du 3 décembre 2014 actant du classement des installations exploitées par la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES (rubrique 2921) ;

Vu la lettre préfectorale en date du 7 octobre 2016 actant du classement des installations exploitées par la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES (rubriques 3110 et 2910) ;

Vu le rapport de la visite d'inspection de l'inspection des installations classées du 19 décembre 2024 ;

Vu le dossier de porter-à-connaissance de la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES à BLAGNAC, rue Franz-Joseph Strauss, adressé au préfet le 18 juin 2025, complété le 5 septembre 2025, par courriel ;

Vu l'avis du SDIS rendu par courriel le 23 juin 2025, complété le 10 septembre 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 19 septembre 2025 ;

Considérant que le SDIS a formulé un avis favorable ;

Considérant que ces modifications ne génèrent pas de nouveaux risques et impacts ;

Considérant, par conséquent, que les modifications sollicitées par l'exploitant ne sont pas substantielles ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES par courriel du 23 septembre 2025 afin qu'elle puisse formuler ses observations dans un délai de quinze jours ;

Considérant la réponse de l'exploitant par courriel du 7 octobre 2025 dans laquelle il a fait part d'observations ;

Sur proposition du chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie ;

Arrête :

Art. 1^{er} : L'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023 est supprimé et remplacé ainsi :

Rubrique	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques et volume autorisé	Classement *
3110	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW PCI	<p>Une installation de combustion de puissance 95 MW PCI¹ composée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 chaudière (n°2) GN de puissance nominale de 30 MW PCI - 1 chaudière (n°1) mixte GN/FOD de puissance nominale de 30 MW PCI - 1 chaudière biomasse (BM1) de puissance nominale de 16,5 MW PCI - 1 chaudière biomasse (BM2) de puissance nominale de 7,1 MW PCI - 1 turbine à gaz (TAG) de puissance de 35,2 MW PCI - 1 groupe électrogène de puissance thermique nominale de 0,312 MW PCI - 1 motopompe de puissance thermique nominale de 0,074 MW PCI 	A
2921-b	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de) : b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW	2 tours fermées de puissance unitaire 1 300 kW	D
4734-2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les	3 cuves de 100 m ³ chacune Tonnage : 52,8 t	D

¹ : Un dispositif technique empêche le fonctionnement simultané des 2 chaudières n°1 et n°2 et des 2 chaudières biomasse BM1 et BM2. À défaut d'un tel dispositif, l'exploitant est en capacité de démontrer qu'il ne dépasse jamais la puissance 95 MW PCI. De plus, la turbine à gaz est mise en fonctionnement uniquement les jours où l'exploitant est sollicité pour répondre aux demandes ponctuelles en cas de besoin de puissance électrique supplémentaire sur le réseau électrique.

	cavités souterraines, étant : 2. Pour les autres stockages : c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total		
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues d'un volume supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Capacité utile de stockage : 2 800 m³	D

* A : autorisation, D : déclaration

Art. 2 : L'article 12.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023 est abrogé et remplacé ainsi :

"Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

Chaudière (local abritant les 2 chaudières bois) :

- Parois extérieures en matériaux de classe incombustibles M0 (béton + métal) ;
- Stabilité au feu de 1H ;
- Portes donnant sur extérieur de type CF ½ H avec barre anti panique et ferme porte ;
- Couverture incombustible M0 (bacs acier + isolant laine de verre ;
- Désenfumage de type naturel.

Local stockage bois (alvéole active, alvéoles de stockage passives) :

- Parois extérieures en matériaux de classe incombustibles M0 (béton + métal) ;
- Stabilité au feu de 2 heures ;
- Mur coupe-feu 3 heures sur le côté Est + murs coupe-feu 2 heures sur les 3 autres côtés ;
- Couverture (bac + laine + étanchéité) classée B roof (t3) ;
- Désenfumage de type naturel.

Éléments de construction entre chaudière et stockage bois :

- Mur séparatif coupe-feu 2 heures dépassant d'1 mètre en toiture avec traitement de l'ouverture au droit du passage du convoyeur par système d'aspersion d'eau alimenté depuis la source d'eau incendie du site ;
- Porte donnant sur local de contrôle coupe-feu de degré 1 heure avec ferme porte ;
- Porte donnant sur extérieur de type CF 1 heure avec barre anti panique et ferme porte ;
- Portes donnant sur zone maintenance grappin et local vérin de type CF 1H avec ferme porte.

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par exemple lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Les locaux où sont utilisés des combustibles susceptibles de provoquer une explosion sont conçus de manière à limiter les effets de l'explosion à l'extérieur du local (événements, parois de faible résistance...).

Par ailleurs, du fait de la proximité des chaudières bois avec les installations de combustion fonctionnant au gaz naturel, toutes les dispositions sont prises lors de la construction pour limiter les effets d'une explosion de gaz sur l'ensemble du bâtiment des chaudières bois. En particulier, les portes et vitrages mis en place sont choisis afin de limiter les risques sur le personnel et l'environnement (limitation des bris de vitres, des surpressions, etc.)."

Art. 3 : L'article 12.7 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 mars 2023 est abrogé et remplacé ainsi :

"L'installation et les appareils de combustion qui la composent doivent être équipés des dispositifs de réglage des feux et de contrôle nécessaires à l'exploitation en vue de réduire la pollution atmosphérique.

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion sont vérifiés périodiquement. L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

L'exploitation sans surveillance humaine permanente est admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant au personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de les mettre en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts, soit de l'informer de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site.

Concernant la chaufferie, celle-ci peut fonctionner jusqu'à 72 h sans personnel présent sur site, selon le mode d'exploitation certifié par le constructeur.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation."

Art. 4 : L'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 est abrogé et remplacé ainsi :

"2.3.3 Valeurs limites des rejets

Les eaux résiduaires rejetées au milieu doivent par ailleurs respecter les valeurs limites définies en annexe I.

Ces effluents doivent de plus respecter les conditions suivantes:

- température < 30°C;
- 5,5 < pH < 8,5;
- concentration en hydrocarbures totaux (NFT 90-114) < 10 mg/l.

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, avant rejet au milieu, doivent respecter les valeurs limites en concentration ci-dessous:

Paramètres	Concentration maximale (mg/l)
DBO5	100 mg/l
DCO	300 mg/l
Hydrocarbures totaux (norme NF 91.114)	10 mg/l
MES	100 mg/l

Art. 5 : L'article 2.5 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2002 est complété ainsi :

"2.5.5 Isolement des milieux

Un système doit permettre l'isolement du réseau pluvial de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

2.5.6 Protection des milieux récepteurs

Les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) doivent être récupérées dans un volume de confinement étanche aux produits collectés.

Les modes de récupération des eaux sont mentionnés dans les procédures prévues par l'article 1.5 du présent arrêté et les dispositifs d'obturation sont reportés sur un plan du site. Leur mise en œuvre est testée au moins semestriellement, un essai en réel avec vérification d'étanchéité (sous eau) est réalisé a minima annuellement. La consignation des exercices et des tests est effectuée dans un registre.

En complément, une inspection visuelle et un entretien du bassin de rétention (absence de joncs, de boue, de déchirure...) sont réalisés annuellement. Les réparations nécessaires sont réalisées dans les plus brefs délais. Le résultat de cette inspection doit également être retranscrit sur le registre de sécurité.

Les volumes de rétention sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.

Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.

Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées par des filières de traitement des déchets appropriées, internes ou externes. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté à l'article 2.3.3."

Art. 6 : Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Art. 7 : Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 8 : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de TOULOUSE :

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi, non seulement par courrier mais également par l'application informatique Télérecours, accessible par le lien <http://www.telerecours.fr/>

Art. 9 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, une copie du présent arrêté demeure déposée en mairie de BLAGNAC et peut y être consultée par tout intéressé.

Un extrait de cet arrêté est affiché en mairie de BLAGNAC pendant une durée minimum d'un mois. Le maire fait connaître par procès-verbal, adressé à la préfecture de la Haute-Garonne, l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Haute-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Art. 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le chef de l'unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de l'Ariège de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société CONSTELLATION UTILITÉS SERVICES.

Fait à Toulouse, le

4 NOV. 2025

Pour la préfète de la Haute-Garonne
et par délégation :
La secrétaire générale adjointe
Le secrétaire général
sous-préfet à la ville

Barbara BALMAYOISNE

